



Cahiers d'Asie centrale

25 | 2015
L'eau en Asie centrale

Introduction

Alain Cariou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/3078>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

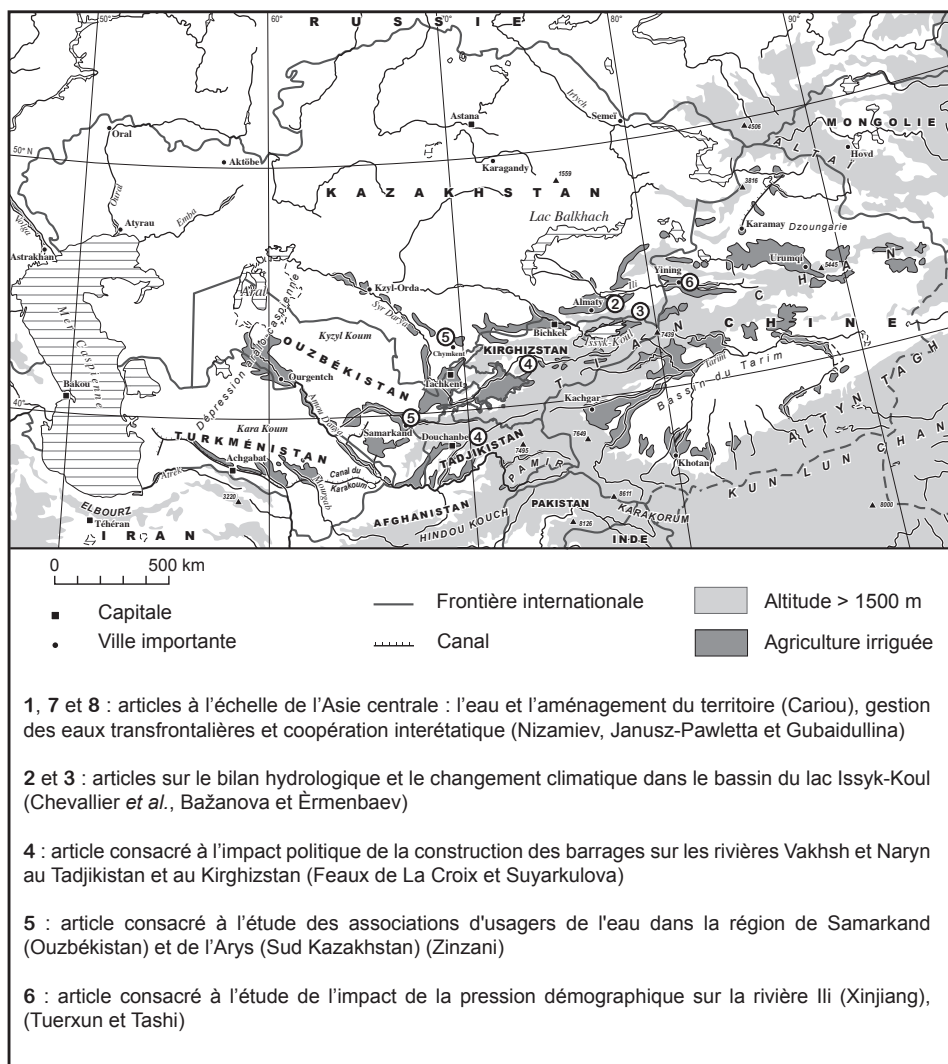
Édition imprimée

Date de publication : 22 décembre 2015
Pagination : 13-18
ISBN : 978-2-84743-131-5
ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Alain Cariou, « Introduction », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 25 | 2015, mis en ligne le 10 février 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/3078>

Localisation des cas étudiés dans les articles



Introduction

Alain CARIOU

L'Asie centrale est terre de contrastes et de paradoxes. Comme son nom l'indique, cette Asie se situe au cœur du continent le plus massif, ce qui lui confère sa tonalité aride bien reconnaissable à l'extension des vastes étendues désertiques. En dépit de cette aridité continentale, la région n'est pas pour autant dépourvue d'eau car de puissants fleuves la traversent et fécondent des cités entourées d'oasis parfois millénaires et de périmètres irrigués, piliers du développement économique des basses terres sèches centrasiatiques depuis plus d'un demi-siècle. Ce singulier paradoxe de l'abondance de l'eau au cœur de l'immensité aride tient à l'existence d'un puissant encadrement montagnard méridional étiré de la Caspienne à la Chine. Les montagnes jouent le rôle de château d'eau pour les territoires de piémonts et de plaines où se concentrent les sociétés humaines.

Pour autant, la question de l'eau en Asie centrale est désormais source de préoccupations pour les décideurs comme pour les populations locales. La disponibilité en eau ne cesse de diminuer sous l'effet combiné de la croissance démographique, des progrès du développement urbain et des activités extractives. Il en résulte une inéluctable augmentation de la mobilisation de la ressource ainsi qu'une dégradation de la qualité des eaux, avec l'accroissement des rejets. La pénurie se mesure à l'aune de la disparition des écosystèmes humides (région de l'Aral, du Balkhach et du bas Tarim) et au recul des terres irriguées dans certaines régions d'Ouzbékistan, du Turkménistan et du Xinjiang.

Cette menace du manque d'eau exacerbe les réactions concurrentielles entre secteurs économiques (agriculture irriguée, hydroélectricité, demande urbaine ou industrielle), mais surtout entre États. Comme l'eau en Asie centrale a surtout pour caractéristique d'être internationale en raison de l'existence de nombreux cours d'eau transfrontaliers, la question du partage de l'eau est source de polémiques et de tensions. Il règne à l'heure actuelle une lutte d'intérêt entre les États montagnards de l'amont (Kirghizstan, Tadjikistan), pourvoyeurs de la ressource, et les États de l'aval, surtout consommateurs de la ressource (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan). Les premiers considèrent l'eau comme un bien économique à monnayer tandis que les seconds la considèrent comme un bien commun. Cette divergence de point de vue contribue à accentuer la crise de l'eau qui, au-delà de cette controverse, est surtout le résultat d'une crise de gouvernance.

Ce numéro présente huit contributions qui réfléchissent à la problématique générale de la gestion de la ressource, laquelle nécessite de se pencher sur les acteurs, les usages, les pratiques et les territoires de l'eau. Les analyses riches et variées sont portées par des chercheurs occidentaux et centrasiatiques qui explorent un large spectre disciplinaire (géographie, histoire contemporaine, économie, ethnologie, anthropologie, science politique, droit international). Ainsi, le présent dossier s'articule autour de trois axes principaux où l'eau est successivement envisagée sous sa dimension environnementale, sociale et politique.

Le premier thème abordé traite de la place majeure que joue la ressource en eau dans les problématiques environnementales. Si l'Asie centrale dispose de ressources en eau globalement suffisantes, certains territoires vivent déjà en situation de pénurie et de stress hydrique. Cette situation qui touche les sociétés comme les écosystèmes s'explique par les politiques d'aménagement du territoire conduites dans les républiques d'Asie centrale et au Xinjiang par les régimes soviétique et chinois. Dans son article Alain Cariou montre que l'eau, instrument essentiel du développement socio-économique, a fait l'objet d'une gestion centralisée dans le cadre d'une conception anthropocentrée de la nature. La vision prométhéenne de ressources inépuisables a conduit à la surexploitation des écoulements par la construction de grands barrages et la bonification de millions d'hectares de terres désertiques par l'irrigation. Les aménagements hydrauliques ont servi une politique de l'offre déconnectée de la demande si bien qu'en

raison d'une très forte mobilisation de la ressource, on ne peut désormais guère escompter de prélèvements supplémentaires.

Le problème est d'autant plus prégnant que se manifestent d'importants changements du cycle de l'eau, principalement dans les montagnes où se forme l'essentiel de la ressource. C'est ce que démontrent Larisa Bažanova et Bakyt Èrmenbaev dans leur article consacré à l'étude du bassin du lac Issyk-Koul (Kirghizstan), bassin versant endoréique particulièrement sensible à la moindre modification du climat et de l'action anthropique. Le changement climatique mesuré depuis 1972 à partir d'observations météorologiques entraîne une accélération de la fonte des glaciers de montagne et donc une augmentation du débit des rivières de régime glacio-nival.

Ainsi comme l'atteste également l'article de François Delclaux, Pierre Chevallier, Leila Esgaib, Vladimir Romanovsky et Jean-François Crétaux, consacré à l'étude du bilan hydrologique du lac Issyk-Koul, le niveau du lac augmente en raison de la conjonction temporelle du changement climatique qui accélère la fonte glaciaire et du changement politique, où la transition post-soviétique s'accompagne d'un déclin de l'agriculture irriguée sur le pourtour du lac. Pour autant, l'actuelle abondance en eau du bassin sera de courte durée, si on s'en tient aux projections du changement climatique (température, précipitations, évaporation) proposées par Bažanova et Èrmenbaev jusqu'à l'horizon 2100. D'ici 2025, le potentiel hydrologique du Kirghizstan devrait diminuer avec la fonte de la plupart des glaciers. Ce changement environnemental pose la question du développement de ce petit pays montagnard qui aspire à devenir une puissance hydroélectrique régionale. Cela questionne aussi l'avenir agricole des pays de l'aval qui seront confrontés à une diminution des écoulements estivaux, la période de l'été étant par excellence celle de l'activité agricole centrasiatique.

L'eau est donc au cœur des enjeux de société, thématique développée par le second volet de ce dossier. Dans leur article, Jeanne Féaux de la Croix et Mohira Suyarkulova étudient l'impact social et politique engendré par les projets de construction de grands barrages au Tadjikistan et au Kirghizstan. Dans ces États montagnards, les dirigeants ont repris à leur compte les plans d'aménagements hydrauliques soviétiques de la fin des années soixante-dix et quatre-vingt, car ils considèrent que la mise en valeur du potentiel hydroélectrique montagnard permettra de sortir leur pays du sous-développement. Dans une approche comparative, les auteurs analysent les discours

et les représentations déployés par les deux gouvernements afin de faire la promotion des barrages érigés au rang de grands projets nationaux, ainsi que les réactions que suscitent ces aménagements auprès des populations locales touchées par ces projets.

Ainsi, l'eau et sa gestion sont source de concurrence et de tensions entre différents groupes d'intérêts. C'est ce que montre également l'article d'Andrea Zinzani qui analyse le fonctionnement des associations d'usagers de l'eau dans la province de Samarkand en Ouzbékistan et dans celle du Sud-Kazakhstan. La disparition de l'Union soviétique pose la question d'un nécessaire changement dans la gestion de l'eau qui cherche à sortir d'une action publique fortement centralisée. Le contrôle bureaucratique de l'eau et des systèmes d'irrigation conçus à l'échelle des grandes exploitations collectives n'est désormais plus adapté à une situation caractérisée par la multiplication des acteurs ruraux, à la suite du démantèlement des fermes collectives. Ce bouleversement souligne l'importance d'engager une gouvernance décentralisée de l'eau impliquant tous les acteurs d'un même bassin versant : autorité, institution, secteur privé et public et société civile. Conformément aux recommandations des organisations internationales et de développement (Banque mondiale, Nations unies, USAID, etc.), des associations d'usagers de l'eau ont vu le jour en Ouzbékistan et au Kazakhstan. Toutefois, Andrea Zinzani montre que la mise en œuvre de ces nouvelles formes décentralisées de gestion de l'eau a échoué face à l'émergence de nombreux obstacles, tant politiques que sociaux et économiques, si bien que les deux États ont au final conservé un mode très centralisé de gestion des ressources.

Au Xinjiang, la maîtrise de l'eau, qui constitue la clé de voûte de l'aménagement du territoire, se fait aussi selon un processus très centralisé. Cette région étant considérée comme stratégique, le gouvernement chinois y organise l'installation de migrants han, surtout intégrés dans les unités du Corps de construction et de production du Xinjiang. Tel est le cas de la région d'Ili étudiée par Yilminuer Tuerxun et Yalikun Tashi. L'augmentation de la population, l'extension des surfaces irriguées et l'essor de l'urbanisation ont pour conséquence une surexploitation de la rivière Ili tandis que les rejets industriels et l'érosion des sols sont la source d'une importante pollution de ses eaux. Leur constat est sans appel, l'augmentation de la pression démographique et la mauvaise gestion de l'eau conduisent à une dégrada-

tion hydrologique de l'ensemble du bassin hydrographique, et donc aussi au Kazakhstan oriental, où la rivière Ili constitue le principal contributeur de l'alimentation du lac Balkhach et de sa région. Dans le bassin de l'Ili comme dans le reste de l'Asie centrale, l'utilisation de l'eau des rivières transfrontalières est source de tensions car les problèmes environnementaux se font sentir d'un bout à l'autre des bassins versants.

Le troisième volet de ce dossier porte sur la nécessité de mettre en œuvre de nouvelles politiques de l'eau qui encouragent la mise en valeur et la gestion concertée de la ressource à l'échelle de l'Asie centrale. Le spectre de la pénurie et les tensions sont une injonction à la gestion durable et à un meilleur partage de la ressource. C'est ce que démontre Abdurašit Nizamiev dans son article : la très forte pression que l'homme exerce sur les écosystèmes constitue une menace réelle pour la sécurité socioéconomique des pays de la région. La situation de crise écologique « héritée de la politique dilapidatrice des ressources naturelles du pouvoir soviétique » ne saurait être résolue que par une prise de conscience des nouveaux États indépendants à s'engager dans une politique de coopération garante d'un partage équitable du bien commun de l'eau. L'auteur plaide pour la création d'une unité décisionnelle supranationale, seule instance capable d'apporter, grâce à une nouvelle gouvernance de l'eau à l'échelle du bassin de l'Aral, un bien-être économique et social à l'ensemble des populations de la région.

Allant dans le même sens, l'article de Barbara Janusz-Pawletta et Mara Gubaidullina souligne tout particulièrement le risque d'une instabilité régionale résultant du manque de coopération interétatique dans le domaine de la gestion des eaux transfrontalières. À la concurrence pour l'eau entre besoins humains et milieux naturels s'ajoute en effet une forte concurrence entre pays à l'origine de tensions politiques et d'une insécurité hydrique. Depuis la disparition de l'URSS, les réactions concurrentielles donnent lieu à une compétition nationale pour le droit à l'eau au sein d'un même bassin hydrographique. Les auteurs montrent qu'il existe des solutions pour sortir de cette crise car les États centrasiatiques pourraient s'inspirer des préceptes du droit international sur la gestion des rivières transfrontalières fondés sur le principe de l'utilisation équitable et raisonnée des eaux et sur la nécessité de ne causer « aucun préjudice grave » à chaque usager.

Ce que mettent en lumière les contributions de ce numéro des *Cahiers d'Asie centrale*, c'est que les tensions liées à l'eau en Asie centrale sont

avant tout une crise de gouvernance, résultant de modes de gestion inadaptés et dont les effets sont bien visibles, tant sur les écosystèmes que sur la vie quotidienne de la population. Il faut se rendre à l'évidence, même sans prendre en considération l'impact du changement climatique, que les effets combinés de la croissance démographique et de l'accélération de l'urbanisation vont, à court terme, augmenter la demande en eau et exacerber les réactions concurrentielles. C'est pourquoi l'avenir de la région passe nécessairement par la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance de l'eau fondée sur une inévitable coopération entre les États centrasiatiques, mais aussi sur une véritable implication des acteurs locaux en vue d'obtenir une gestion équitable et durable de la ressource.